



« Nous devons avoir une approche moins dogmatique, plus pragmatique »

Péter Szijarto

Ministre des Affaires étrangères de Hongrie



Monsieur le Ministre, Sommet après Sommet, l'Europe vit toujours à l'heure des désaccords... Existe-t-il une solution pour mettre fin à ce problème endémique ?

J Je ne pense pas que nous devrions considérer le fait qu'il y ait des débats au sein de l'Union européenne comme un problème, le débat faisant pleinement partie de la démocratie, dont le rôle est d'embrasser des approches différentes, des positions différentes, des consultations et du dialogue. Le fait qu'il y ait des discussions ou des controverses sur diverses questions doit donc être considéré comme quelque chose de naturel. En revanche, le fait que des bureaucrates ou dirigeants d'Etats membres veuillent retirer à certains pays le droit de contester ou de critiquer n'est pas très démocratique. Pour dire les choses **« Ce n'est ni Bruxelles, ni New-York qui peut nous ôter notre droit à décider quoi que ce soit »** clairement, nous plaidons en faveur d'une Union européenne forte, mais nous sommes convaincus que l'UE ne peut l'être que si les Etats membres eux-mêmes sont forts. S'il s'agit en effet de consolider Bruxelles et d'affaiblir les Etats membres, c'est précisément la mauvaise voie pour y parvenir.

La Hongrie et l'Autriche sont souvent pointés du doigt pour conduire une politique anti-immigration extrêmement dure...

Vous avez raison, nous appliquons une politique anti-immigration très stricte et nous avons affirmé, très clairement, que c'est notre droit exclusif de choisir qui est à même d'entrer ou non sur notre territoire. Nous estimons pouvoir décider, légitimement, avec qui nous voulons vivre ou pas. Nous tenons à préserver notre patrimoine culturel, historique et religieux. Ce n'est donc ni Bruxelles, ni New-York qui peut nous ôter notre droit à décider quoi que ce soit. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en Europe de l'Ouest. Le rêve d'une intégration sociale réussie a complètement échoué. Des sociétés parallèles se sont créées, la

menace terroriste augmente et de nouvelles formes d'antisémitisme se développent. Cela aurait pu et aurait du être évité en empêchant des millions d'immigrés illégaux d'entrer en Europe.

Le Pape François a déclaré à deux reprises que derrière les migrants - qu'il faut absolument sauver -, pouvaient se cacher des terroristes. Êtes-vous surpris par ses propos ?

En tant que Catholique romain moi-même et très discipliné, je ne vais pas entamer de débat avec le Saint Père. Tout ce que je sais, c'est qu'il y a des organisations terroristes qui, effectivement, peuvent bénéficier de ce flux massif de migrants. Ce flux incontrôlé représente pour les terroristes une formidable opportunité de se dissimuler et leur offre la possibilité, non seulement, de se déplacer, mais aussi de diffuser largement leur idéologie.

Pensez-vous que l'Europe et l'Occident dans son ensemble, vont devenir la cible systématique des terroristes ?

Ce que je pense, c'est que des groupes sociaux, issus d'une certaine origine, ne veulent pas s'intégrer et espèrent prendre le pouvoir en ayant une minorité qui parle très fort face à la majorité qui veut préserver la manière dont elle a vécu depuis des siècles. Or, le problème majeur est le suivant : aucun des documents des Nations Unies ou de l'UE, sur l'immigration, ne mentionne le droit des pays qui souhaitent rester en dehors de ce phénomène dangereux sur le plan culturel, mais aussi en matière de sécurité et de santé.

Conseilleriez-vous à des pays comme la France de fermer des mosquées et d'expulser des imams radicaux aux discours djihadistes ? C'est en tout cas ce qu'a fait le Chancelier autrichien Sebastian Kurz...

Les Français ne me paient pas pour leur apporter des suggestions. Cependant, j'ai le sentiment que le Président Macron a modifié sa vision des choses en ce qui concerne les migrants, sans doute en réaction aux récents événements qui se sont

déroulés en Europe et en France en particulier. Le fait que les valeurs chrétiennes soient menacées et attaquées, c'est nouveau et c'est inacceptable. Nous devons agir, c'est notre dernière chance !

Ne pensez vous pas que l'Europe gagnerait en crédibilité si elle bénéficiait de son propre système commun de politique, d'économie et de défense ?

C'est un débat qui ne date pas d'hier et qui se poursuit encore aujourd'hui. Je pense que le bénéfice essentiel de l'intégration européenne, c'est le marché unique, qui renforce les pays dans une large mesure. La zone Schengen est un succès : la liberté de mouvement des marchandises, des personnes et des travailleurs est une réussite énorme, qui profite à tous ceux qui sont impliqués dans cet accord. L'Europe pourrait gagner en crédibilité si elle arrêta de faire la leçon, tant aux pays à l'intérieur de l'Europe, qu'à ceux à l'extérieur. Par ailleurs, nous sommes un petit Etat d'Europe centrale et nous savons tirer les leçons de l'histoire. Rappelons-nous, à chaque fois qu'il y a eu des conflits entre l'est et l'ouest, nous avons toujours été perdants. Or, nous ne sommes pas stupides ! C'est pourquoi, nous sommes actuellement favorables à une approche plus pragmatique des relations entre l'est et l'ouest. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous soutenons les relations entre l'UE et l'Eurasie ou la Chine, non pas, parce que nous sommes des espions, comme cela a été si souvent évoqué, mais bien parce que nous soutenons nos intérêts. N'oublions pas que 14 des 16 entreprises chinoises présentes en Hongrie sont, en réalité, des filiales de Groupes européens acquises par des entreprises chinoises. Tout cela pour vous dire qu'il existe parfois une certaine forme d'hypocrisie : ceux qui critiquent haut et fort les Chinois et les Russes pas exemple, réalisent, en coulisse, des affaires avec eux...

L'Europe doit-elle, selon vous, se rapprocher de Poutine ?

Nous avons, je le répète, une approche stratégique à l'égard de tous les partenaires qui pourraient bénéficier à l'UE. Rappelons que nombre de pays européens achètent de l'énergie à la Russie, surtout du

gaz et l'Europe, de son côté, a des technologies très développées. Or, imaginons que l'on associe ces deux atouts, cela deviendrait, vous en



conviendrez, un élément positif. J'essaie, simplement, de ne pas être dogmatique. S'il y a bien une époque où il faut promouvoir les relations entre l'est et l'ouest, c'est bien aujourd'hui ! Et alors que l'Humanité toute entière fait face à des défis immenses et qu'il s'agit de sauver pléthore de vies à un rythme effréné, nous devons, plus que jamais, être prêts à coopérer... ■

Christian Malard



Conseiller diplomatique, Consultant pour CNN, NBC News, la BBC, Directeur du Service Politique étrangère chez I24 news International, Christian Malard, élu journaliste de politique étrangère par l'Association de la Presse étrangère regroupant plus de 1000 journalistes des 5 continents, est spécialiste des Etats-Unis et du Moyen-Orient et co-préside à Paris le European American Press Club. Il anime également l'émission *Tout est politique* avec Michaël Darmon sur la chaîne I24 News.